

BAC 2016

Fin des épreuves aujourd’hui

C'est le dernier round aujourd'hui des épreuves partielles du bac. Les candidats scientifiques bouclent les examens avec l'épreuve de physique. Jusqu'à aujourd'hui, cette deuxième session n'a pas connu de perturbations, si ce n'est quelques rumeurs sur de faux sujets postés sur les réseaux sociaux. Les candidats devront attendre jusqu'au 15 juillet pour connaître les résultats.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Fin de la deuxième session du bac aujourd'hui. La matière de physique est la dernière épreuve sur laquelle devront plancher les candidats scientifiques. Dans l'ensemble, les sujets des épreuves partielles ont été jugés plus abordables que ceux de la première session.

Hier, les candidats ont recomposé avec l'épreuve des sciences de la vie pendant 4h30 et c'est toujours le même constat. Le sujet était abor-

dable, selon les candidats. «Je n'ai pas bien travaillé dans l'épreuve des sciences dans la précédente session, mais repasser cette matière m'a permis de corriger mes erreurs, car j'ai beaucoup révisé avec mes professeurs sur la correction des exercices depuis que j'ai su que j'allais le repasser et je me sens moins stressée maintenant», nous confiait une jeune candidate.

Les candidats scientifiques peuvent se reposer à partir d'aujourd'hui

dans l'après-midi, après une dernière épreuve dans la matinée. Jusque-là, le ministère de l'Education a réussi à assurer la sécurisation des sujets. Les épreuves partielles n'ont connu aucune perturbation, à part des tentatives. Depuis le deuxième jour, des rumeurs de fuite circulaient déjà sur les réseaux sociaux. Mais il s'agit de faux sujets.

Mardi, l'inspecteur général du ministère de l'Education a affirmé qu'il n'y a eu aucune fuite de sujets des examens partiels du bac. Selon lui, ce qui a été relevé était une ressemblance dans les axes des sujets publiés sur certains réseaux sociaux (Facebook) et non les sujets en question. Le sujet de philosophie par exemple, expliquait-il, qui traitait «du moi et de l'ego» diffusé sur les réseaux sociaux n'était pas le même,

soulignant que plusieurs questions peuvent concerner un même sujet qui peut avoir, à son tour, plusieurs réponses.

M. Messeguem a démenti aussi bien l'existence d'une fuite du sujet de français que son remplacement par des sujets de réserve. Les sujets de réserve, affirmait l'inspecteur, de l'ensemble des matières, sont restés scellés et n'ont pas été utilisés. Il a rappelé que des mesures strictes ont été prises par le ministère de l'Education nationale en collaboration avec les secteurs concernés pour assurer le déroulement des examens dans des conditions normales. Il s'agit, entre autre, de la mobilisation des cadres du ministère de l'Education nationale pour accompagner les sujets du bac jusqu'à leur distribution. Les sujets étaient aussi

accompagnés «nuit et jour», selon lui, par des représentants des directions de l'éducation au niveau national et des forces de la Sûreté. La distribution des sujets aux centres d'examens se fait également quelques heures seulement avant le début des épreuves.

Le ministère de l'Education a décidé d'être plus minutieux dans cette deuxième session pour fermer les portes à toute tentative pouvant perturber cet examen une deuxième fois.

Les moyens étaient jugés excessifs, mais il semble que ces mesures radicales, notamment avec le blocage des réseaux sociaux, ont donné leurs fruits. Les candidats devront, par ailleurs, attendre jusqu'au 15 juillet prochain pour connaître les résultats.

S. A.

ELLE SERA APPLIQUÉE AVEC EFFET RÉTROACTIF

Revalorisation des pensions de retraite en juillet

La revalorisation des pensions de retraites pour l'année 2016 interviendra le 1^{er} juillet prochain avec effet rétroactif à compter du 1^{er} mai dernier, a-t-on appris de source sûre. L'augmentation sera de 2,5 % et touchera plus de 2,3 millions de retraités.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Contrairement aux dix dernières années, la revalorisation des pensions annuelle connaîtra cette année son taux le plus faible. Elle sera de 2,5% soit moins de 50% par rapport à l'an dernier, où la revalorisation était de 5%.

Toutefois, les cadres syndicaux de la

Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR) affiliée à l'UGTA ne perdent pas espoir de voir le premier responsable du département du travail, de l'emploi et de la sécurité revisiter la décision prise il y a trois mois par le conseil d'administration de la Caisse nationale de retraite (CNR) et revoir ainsi à la hausse le taux de la revalorisation.

C'est ce qui explique qu'au niveau de la FNTR, on évite d'avancer le moindre commentaire, encore moins annoncer le moindre taux. Selon d'autres sources proches des milieux des retraités, «si le taux en question venait à être consolidé par la tutelle, cela suppose qu'il s'agit d'un réel recul de la prise en charge du dossier de retraite en terme de revalorisation». Au début des années 2000, le

taux de revalorisation avait atteint deux années de suite les seuils de 12% pour descendre à 5% en 2015, arguant la thèse de «l'austérité» du budget de l'Etat. Cette nouvelle donne intervient au moment où la question de retraite occupe les devants de la scène médiatique.

Pour rappel, lors de la dernière tripartite, il a été décidé de revisiter certaines dispositions du système de retraite, soit «l'abrogation du départ à la retraite sans condition d'âge et la proportionnelle».

Lors de la séance de clôture de la tripartite (gouvernement-UGTA-patronat), le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait annoncé un nouveau projet de loi modifiant l'ordonnance 97-13 instituant le départ à la retraite sans condition

d'âge. Une commission sera mise sur pied pour élaborer ce projet de loi qui fixe l'âge de départ à la retraite à 60 ans, par souci d'équité et de préservation des capacités de la Caisse nationale des retraites, a-t-il ajouté.

L'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997 stipule dans son article 6 bis que «le bénéfice de la pension de retraite peut être accordé avec jouissance immédiate, avant l'âge prévu (60 ans) à l'article 6 dans les cas et selon les modalités», cités par la loi. Il est précisé que la retraite peut être accordée «sans aucune condition d'âge lorsque le travailleur salarié a accompli une durée de travail effectif ayant donné lieu à un versement de cotisations égales à 32 ans au moins».

Or, cette annonce a fait réagir les différents collectifs de syndicats, notamment ceux communément appelés «syndicats autonomes». Ces derniers sont montés au créneau en constituant un large mouvement de solidarité, ce qui a contraint le gouvernement à «faire quelque peu marche arrière en déclarant qu'aucune mesure dans ce cadre n'a été prise».

A. B.

PRISE EN CHARGE DE L'ENFANT

90% du budget global engloutis par l'administration

Selon l'étude prospective réalisée récemment par le ministère de la Solidarité nationale en partenariat avec l'Unicef, seuls 10% du budget consacré pour la prise en charge de l'enfant sont réellement destinés à cette tranche de la société. Le reste du budget global soit 90%, sont engloutis par l'administration.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Présentée hier, à Alger, l'étude prospective sur le budget consacré par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, a révélé que l'ensemble des dispositifs de prise en charge de l'enfant dépense par mois, uniquement 20 210 dinars par enfant.

«Sur les vingt-trois milliards de dinars, budget consacré en 2014 par le ministère de la Solidarité nationa-

le pour la prise en charge de l'enfant, seuls 10% de ce budget sont destinés à l'enfant. Le reste du budget global, soit 90%, est consommé par l'administration», souligne Réda Tir, chargé de l'étude.

Les mauvaises nouvelles ne s'arrêtent pas là puisque l'étude a révélé aussi que 90% des dépenses sont «hors normes».

D'ailleurs, précise l'intervenant, «nous avons constaté l'existence de

quelques établissements d'accueil et de prise en charge des enfants qui ne comptent aucun pensionnaire, mais qui continuent à percevoir le budget nécessaire pour cette opération». Il cite également l'exemple du soutien scolaire qui coûte à l'Etat 60 milliards de dinars soit «presque la moitié du budget du secteur», dit-il encore.

Des «révélations» que nombre de cadres du ministère de la Solidarité nationale ont tenté de contredire en présentant des justificatifs sans fondement face aux arguments de l'expert, qui semble bien maîtriser son domaine.

Visiblement très gênée par ce que l'étude a dévoilé sur les dépenses dans son secteur, la

ministre de la Solidarité nationale, M^{me} Mounia Meslem, a affirmé qu'elle ne s'attendait pas à une étude qui s'intéresse au budget consacré par son département pour la prise en charge de l'enfant. «J'aurais aimé qu'il y ait une étude qui prendrait en charge combien coûte un enfant à l'Etat, tous secteurs confondus», dit-elle en s'adressant aux responsables du bureau ayant réalisé l'étude sur prospective sur le budget consacré à l'enfant en Algérie.

La maîtrise du coût de la prise en charge d'un enfant dans tous les secteurs concernés, poursuit la ministre pour se justifier, «aurait permis de mettre en place un programme de prise en charge de l'enfant dans tous ces secteurs».

Ry. N.

AIR ALGÉRIE

Achat de billets par carte CIB bientôt possible

La convention signée hier par les P-dg respectifs d'Air Algérie, Mohamed Abdou Bouderbala, et du Crédit populaire algérien (CPA), Omar Boudieb, donnera «prochainement» la possibilité aux clients de la compagnie nationale de payer leurs billets en utilisant leur carte interbancaire.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - L'accord ratifié prévoit dans ce sens, la mise en place de terminaux de paiement électronique dans les agences de la compagnie. Cette installation se fera «d'abord dans la direction régionale d'Alger» comprenant les wilayas d'Alger, Boumerdès, Bouira, Blida et Tipasa. Ce mode de paiement informatisé, en partenariat avec le CPA qui s'est

engagé à fournir près de 110 terminaux, ne s'étendra au reste des agences d'Air Algérie qu'une fois la période test achevée. A en croire les responsables, «elle devrait durer pas plus d'un mois».

Selon le P-dg de l'institution bancaire, il s'agit là «d'un premier pas sur la voie du développement du paiement en ligne». A rappeler que ce dossier précisément est à la charge de la Banque d'Algérie dont l'aval ou l'agrément n'est toujours pas à l'ordre du jour.

Air Algérie rationalise ses moyens

Pour M. Bouderbala «l'introduction prochaine de l'achat de billets par carte CIB améliorera la qualité du service et éliminera les chaînes d'attente devant les guichets au sein des agences d'Air Algérie». C'est «une des mesures que comprend le processus de modernisation de la compagnie,

ajoute-t-il, «et les autres suivront». Il entend par là la suppression de certaines agences d'Air Algérie jugées inefficaces et ruineuses pour l'entreprise. Toutefois, les salariés des succursales concernées «seront redirigés vers d'autres structures ou postes plus rentables», a-t-il précisé. En clair, cette rationalisation ne touchera pas forcément les employés même s'ils sont véritablement en sureffectif avéré.

Par ailleurs, «l'optimisation des moyens de paiement impliquera moins de personnel en caisse ; et pour ce qui est de la gestion de la trésorerie elle se fera en ligne pour limiter les risques», ont soutenu les deux responsables. Cela dit, la problématique qui se pose réellement est que ce moyen de paiement des billets par carte CIB n'est pas tout à fait adéquat considérant le taux de bancarisation marginal aujourd'hui.

N. B.

TRANSPORTS

Inauguration de la ligne maritime Mostaganem-Alicante

Très attendue par les voyageurs, la ligne maritime Mostaganem-Alicante est devenue depuis mardi aux environs de minuit une réalité qui devra réjouir plus d'un.

Le grand ferry Tassili II a appareillé sur le quai Maghreb du port de Mostaganem pour cette première traversée et la nouvelle gare maritime construite en un temps record de 6 mois offrait toutes les commodités nécessaires tant pour les voyageurs que pour le personnel de la PAF et des douanes.

C'est le wali, en présence des autorités locales et des invités, qui a dans un premier temps inauguré la nouvelle gare maritime puis supervisé le premier départ du bateau vers la terre ibérique donnant ainsi le coup d'envoi de cette ligne que les voyageurs attendaient avec impatience.

Pour l'inauguration de cette ligne, en attendant les grandes vacances et le grand rush de nos émigrés, seulement 78 passagers ont pris part à ce départ avec 27 véhicules.

La ligne sera exploitée à raison de 2 rotations hebdomadaires et l'ENMTV se montre confiante pour cette nouvelle liaison qui fera voyager des milliers de personnes cette année, transporter les marchandises et accompagner les opérations d'importation et d'exportation entre les 2 pays en particulier et entre l'Europe et l'Afrique en général.

Cette nouvelle ligne a pour but de désengorger le port des voyageurs d'Oran, notamment après le lancement des travaux de rénovation du quai Conakry qui durera pas moins de 3 ans.

A. B.